



## ARRÊTÉ DU MAIRE

COMMUNE DE SAINT-PRIX

Département du Val d'Oise  
Arrondissement de Sarcelles  
Canton de Domont

Service Technique

EM/AH

N° 2021 / 052

### OBJET : DÉMÉNAGEMENT AU 8 BIS RUE MICHEL CAUCHEZ LES 25 ET 26 MARS 2021

Le Maire de SAINT-PRIX,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-24, L2212-1, L2213-1 et suivants,
- VU** Le code de la route en vigueur et notamment les articles R411-1 et suivants, R417-10,
- VU** L'article R610-5 du Code Pénal
- VU** Les décrets 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 modifiant le code de la route,
- VU** L'arrêté interministériel du 16 mai 2001 portant modification de l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes
- VU** L'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 portant modification de l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, relatif à la signalisation temporaire,

**CONSIDERANT** La demande formulée par Madame Isabelle Lauriane de Langlard et Monsieur Etienne de Langlard domiciliés 8 bis rue Michel Cauchez, à Saint-Prix concernant le déménagement de leur adresse sus citée.

**CONSIDERANT** Qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité, ainsi que de bonnes conditions de circulation et de stationnement;

### ARRÊTE

- ARTICLE 1 -** Le jeudi 25 mars et le vendredi 26 mars 2021, les entreprises Action Assistance Déménagements Torrens et Cie sise 88 Boulevard Lefebvre -75015 Paris et Gropsiron International sise 30 avenue Albert Einstein - 93150 Le Blanc Mesnil sont autorisées à occuper le domaine public, pour réaliser des travaux de déménagement au 8 Bis rue Michel Cauchez à Saint-Prix.
- ARTICLE 2 -** Le jeudi 25 mars et le vendredi 26 mars 2021, le stationnement sera interdit au droit des n°11 et n°13 rue Michel Cauchez.
- ARTICLE 3 -** Les services techniques municipaux mettront à disposition, sur place, une barrière et le présent arrêté.
- ARTICLE 4 -** À la charge du pétitionnaire de mettre en place la barrière afin de réserver l'emplacement, et d'afficher le présent arrêté au plus 48 heures ouvrées à l'avance.
- ARTICLE 5 -** Des panneaux d'information du déménagement seront mis sur place par l'entreprise, 4 jours ouvrés à l'avance.

- ARTICLE 6** - Les trottoirs devront rester accessibles aux piétons et aux personnes à mobilité réduite.
- ARTICLE 7** - Dans le cas où il serait constaté un manquement au niveau de la sécurité par l'agent des services techniques municipaux, celui-ci pourra faire arrêter le chantier immédiatement, dans l'attente d'une remise en conformité du chantier.
- ARTICLE 8** - Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.
- ARTICLE 9** - La présente autorisation est accordée à titre précaire et révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général. Elle est personnelle et incessible.
- ARTICLE 10** - Le bénéficiaire est seul responsable de son fait, de celui de son personnel et des biens dont il a la garde de tout dommage corporel, matériel et immatériel qui en sont la conséquence, ainsi que de toute dégradation survenant, par ou à l'occasion des travaux d'aménagement réalisés conformément, par et ou à l'occasion de l'occupation et ou de l'exploitation des espaces occupés et survenant :
- aux biens d'équipement, matériels et marchandises de toute nature,
  - aux personnes physiques.
- ARTICLE 11** - Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.
- ARTICLE 12** - Le Directeur Général des Services de la commune de Saint-Prix, le Commissaire divisionnaire de police d'Ermont, le responsable de la police municipale de Saint-Prix, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément au Code Général des Collectivités Territoriales.
- ARTICLE 13** - Le présent arrêté sera notifié aux demandeurs, Madame et Monsieur de Langlard, ainsi qu'aux entreprises bénéficiaires :
- Action Assistance Déménagements Torrens et Cie
  - Gropsiron International

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le chef de centre du corps des sapeurs-pompiers d'Eaubonne,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Police d'Ermont
- Monsieur le Chef de la police Municipale de Saint-Prix

Saint-Prix, le 18 mars 2021

Le Maire,



Céline VILLECOURT

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 27/03/2021

Arrêté N° 2021 / 052